

V. — LA VRAIE CAUSE DU CONFLIT ACTUEL.

Les chapitres précédents permettent de comprendre pourquoi la situation intérieure et extérieure du Japon s'aggrave relativement vite. On s'attend, ou bien à la réforme de l'Etat, ou bien à une prompte solution de la question sino-japonaise.

Abordons à présent l'affaire de Mandchourie. Il n'est pas superflu de donner ici un aperçu des relations nippon-mandchouriennes.

Depuis les dernières années du dix-neuvième siècle, à la suite de la guerre sino-japonaise de 1894¹⁸⁹⁵, la péninsule se trouvant au Sud de la Mandchourie, échut au Japon. Mais trois Puissances, la Russie, l'Allemagne et la France nous contraignirent à la rendre à la Chine, sous prétexte que l'occupation de cette péninsule par le Japon, était nuisible à la paix en Extrême-Orient. Que fit la Russie après la restitution de la péninsule à la Chine? Elle s'empressa d'occuper la Mandchourie et de transformer la presqu'île en base militaire. Depuis lors nous avons compris que la paix préconisée par les Européens signifiait, ou bien envahissement, ou bien prépondérance de leurs intérêts. Cette guerre, la Chine l'avait provoquée. A cette époque, la pression de l'impérialisme chinois sur la Corée, menaçait la sécurité du Japon. Pour améliorer cette situation, de longues négociations eurent lieu entre la Chine et le Japon. Sans tenir compte de celles-ci, la Chine se risqua à faire une démonstration navale, par l'envoi inconsidéré de navires de guerre dans les eaux territoriales japonaises. La rupture des relations pacifiques s'ensuivit. Ce n'est pas sans une certaine appréhension que le Japon, encore faible à cette époque, se décida à déclarer la guerre à la puissante Chine, et mit ainsi en jeu, son propre destin. Malgré sa victoire, le Japon dut rendre la péninsule de Liao-tung. On peut facilement se faire une idée de la déception et de l'amertume des Japonais.

Heureusement, dix ans après, grâce à la victoire nippone qui mit fin à la guerre russo-japonaise, on put revendiquer les intérêts que la Russie possédait en Mandchourie méridionale pour le Japon. C'est la Russie qui avait provoqué cette guerre, en menaçant par ses menées impérialistes le Japon, après avoir envahi la Mandchourie, qui se trouvait sous la suzeraineté nominale de la Chine, et après avoir poussé son avance jusqu'en Corée.

Pendant cette guerre, le Japon n'avait pas la conviction qu'il parviendrait à vaincre la puissante Russie. Néanmoins, il risqua son existence tout comme il l'avait fait dans la guerre précédente. Cependant certains livres étrangers considèrent ces deux guerres comme impérialistes de la part du Japon. Il est bien difficile de comprendre pareille mentalité !

Après le retrait des Russes, les Japonais s'efforcèrent d'exploiter honnêtement la Mandchourie, en tenant compte du principe du droit à la prospérité commune. C'est ainsi que la richesse s'y développa sensiblement. Malheureusement les efforts des Japonais furent contrecarrés par la rapacité du gouvernement despotique de ~~Chang~~ ^{Chang}, qui assimilait la masse des paysans mandchous « aux chiens et aux chats », et par son entourage formé de parasites fonctionnaires et militaires.

Le gouvernement de ~~Chang~~ ^{Chang}, s'affermissant de jour en jour, consolida sa base, ce qui lui permit d'étendre la main vers la Chine centrale. En fait, ce gouvernement devait uniquement sa puissance aux efforts inlassables des Japonais. Malgré cela, conscient de l'affaiblissement du Japon depuis la Conférence de Washington, il prit des mesures anti-japonaises d'une extrême violence, et parvint, finalement, à revendiquer par la force, les intérêts japonais de Mandchourie. La patience dont le Japon avait fait preuve depuis la Conférence de Washington était à bout. Cependant, à la suite de l'intervention inopportune d'autres puissances totalement ignorantes de ces faits, l'affaire prit de l'extension. Le gouvernement et le parti national chinois ne voulant malgré la défaite se désintéresser de la situation en Mandchourie, pratiquèrent une politique de revendications des terres perdues et organisèrent, en même temps que la résistance contre le Japon, des troubles dans le Mandchoukuo.

Cette politique fut la cause des nombreux différends qui se succédèrent dans les zones frontières du Mandchoukuo et de la Chine du Nord.

C'étaient surtout des bandits et des soldats réguliers qui, à l'instigation du gouvernement de Nankin, franchissaient la frontière, et essayaient de troubler la paix dans le Jehol. Une partie de l'armée de Kwantung contre-

attaqua et prit position à Tientsin et à Pékin, qui constituaient alors le centre des manœuvres surnoises des Chinois. C'est ainsi que les négociations de Tangku, entre les représentants chinois pris de peur, et ceux de l'armée de Kwantung, aboutirent subitement en 1932, à la conclusion d'un armistice. Cette convention fit, d'une partie du Nord de la Chine une zone démilitarisée, et reconnut à l'armée du Kwantung un droit de surveillance sur cette zone.

L'espoir que la situation, au moins dans le Nord de la Chine, allait être calme et claire, fut de faible durée. La politique anti-japonaise se poursuivit et provoqua en 1935, l'assassinat, dans la concession japonaise à Tientsin, de deux journalistes chinois nippophiles. Plusieurs autres actes de banditisme suivirent. Depuis l'affaire des Boxers, le Japon avait le droit, comme les autres Puissances, de tenir des troupes à Pékin, à Tientsin et dans d'autres localités, pour protéger ses résidents et ses concessions. Lorsqu'il s'agissait d'un assassinat ordinaire à caractère personnel, il n'y avait naturellement pas lieu d'intervenir; mais l'assassinat des deux journalistes chinois, dont nous venons de parler avait un caractère politique, car il était instigué par le Parti National et le Gouvernement de Nankin. Dans ces conditions, le Japon ne pouvait rester indifférent, vu la responsabilité de l'armée japonaise qui avait pour mission de protéger la concession. Le Commandant Umezu, de l'armée japonaise adressa une sérieuse protestation au délégué chinois, Ho Ying-Chin. C'est alors que fut conclu l'accord de « Umezu-Ho Ying-Chin », aux termes duquel il était convenu qu'on ne pratiquerait plus de politique anti-japonaise dans la Chine du Nord et que l'armée centrale chinoise se retirerait de la province du Hopei. Un nouveau gouvernement fut constitué sous la direction de Sung Che-Yuang, qui s'entendit relativement bien avec les Japonais.

La population actuelle du Mandchoukouo, soit trente millions d'habitants, est formée par des immigrants du Nord de la Chine et par leurs descendants. Or jamais, les habitants du Nord de la Chine n'ont été hostiles ni au Japon, ni au Mandchoukouo. D'autre part, la classe riche du Nord de la Chine, redoutait l'avance vers le Nord du clan de Chekiang, qui tient les filets financiers du Gouvernement de Tchiang Kai-Shek. Cette classe était d'avis que le Nord devait conserver pour lui-même, ses intérêts propres. En général, les habitants de cette région espéraient que la collaboration sino-japonaise les favoriserait, et que l'accord « Umezu-Ho Ying-Chin » ferait reculer l'influence de Nankin.

Cependant les dirigeants de Nankin, considérant que l'amitié sino-japonaise au Nord, développerait davantage la force du Japon, acceptèrent

de conclure l'accord, mais essayèrent en même temps d'intensifier en secret le mouvement anti-japonais. Malgré l'accord, le nouveau gouvernement de Sun Che-Yuang devait choisir entre Nankin ou le Japon. Survint l'incident de Lukouchiao dû au succès des manœuvres de Nankin.

Au cours de l'année qui précéda l'incident actuel, la politique anti-japonaise provoqua de nombreux incidents, et divers assassinats de Japonais. La ligne de conduite du Parti National et du Gouvernement de Nankin, avait été, dès le début, extrêmement injuste et déloyale. Leur but était de soulever le peuple contre le Japon, par la voie de l'éducation sous toutes ses formes, comme le prouvent les livres de classe, les chansons, les radiodiffusions et les films. Ils ont systématiquement disposés les faits et les choses, avec cette psychologie nationale qui les caractérise, de façon à rendre impossible l'existence de nos résidents et le commerce sino-japonais. Ils vont jusqu'à revendiquer nos propres intérêts. Cela a commencé bien avant l'affaire de la Mandchourie et cela dure encore.

Contrairement à ce que les Occidentaux croient généralement, l'affaire de la Mandchourie n'est pas la cause du mouvement anti-japonais; au contraire, c'est ce mouvement qui a donné naissance à l'affaire mandchourienne.

Tchiang Kai-Shek lui-même, Chef effectif du gouvernement de Nankin, a insisté publiquement et à différentes reprises sur la nécessité des armements, afin de résister au Japon, armements qui se sont intensifiés notamment ces derniers temps. L'hostilité étalée contre une nation, et l'assassinat de ses ressortissants sont de véritables provocations à la guerre, avec cette seule différence, que les Chinois n'employaient pas des armées régulières. Quoi qu'il en soit, le Japon, faisant preuve d'une extrême magnanimité, dans l'espoir d'amener les Chinois à réflexion, tendit à la Chine des mains conciliatrices. La déclaration du gouvernement de Tokio au Parlement, au début de 1937, et l'envoi d'une mission économique en Chine, le prouvent suffisamment. On pourrait en déduire que les hommes d'Etat japonais n'étaient guère prévoyants. Mais le gouvernement japonais déposa la même année, devant l'Assemblée, le « plan quinquennal de la défense nationale ». C'est ce qui porta les Chinois à croire, nous semble-t-il, que le Japon se trouvait dans la nécessité de prendre cette attitude conciliatrice pour avoir le temps d'exécuter son plan de défense, et que par conséquent, la meilleure chance d'attaquer avec succès se présentait pour eux. Aux étalages des librairies, dans les villes chinoises, on voyait de nombreux pamphlets disant « Le capitalisme japonais

est dans une impasse. Si la Chine déclare immédiatement une guerre de résistance à long terme au Japon, elle a des chances de pouvoir vaincre très facilement.

On ignore qui a monté cette manœuvre. Le Japon ne s'en était pas aperçu. Bien que la Chine ait intensifié la préparation à la guerre, après l'affaire de Sian-fu (décembre 1936) le Japon n'y attacha aucune importance, considérant ce geste comme une manifestation de propagande intérieure. C'était cependant là, un fait d'une importance incontestable. Malgré l'affaire de Lukuchiao du 7 juillet 1937, le Japon n'avait qu'un but, limiter la portée de l'incident. La Chine, au contraire, alla plus loin, assassina le Lieutenant de vaisseau Oyama à Shanghai et voulut y anéantir les intérêts japonais. C'est ainsi que la tragique situation d'aujourd'hui évolua progressivement.

Cependant le monde est trompé par une habile propagande contre le Japon !

Certains Japonais croient que l'affaire actuelle n'est qu'une intrigue combinée par une puissance. Voici une série de faits qui corroborent cette conception : les instructions données par le Komintern au Parti communiste chinois sont à peu près identiques à la formule du Front Populaire adoptée dans d'autres pays. D'autre part, on a choisi pour manœuvrer contre Tokio, Tchiang Kai-Shek et le parti national, c'est-à-dire la bourgeoisie chinoise, que le parti communiste combattait jusqu'ici. De plus, le parti communiste a suggéré, dit-on, que la Chine aide à l'unification du front contre le Japon, sous le slogan du Parti national : « Résistons au Japon pour sauver la Patrie ». Le premier indice concret de cette instruction est la constitution, en mai 1936, par des étudiants et des groupes populaires de toute la Chine, de « l'Union nationale de résistance au Japon pour sauver la Patrie ».

Autre fait saillant : l'affaire de Sian-fu, qui eut lieu en décembre de la même année. Le Parti communiste chinois, qui avait fait prisonnier Tchiang Kai-Shek à Sian-fu à l'intervention du meneur politique Chang Hsueh Liang, exigea comme condition de libération, qu'il déclarât tout de suite la guerre au Japon ? C'est à cette époque que fut discutée au Japon, la question budgétaire du plan quinquennal de la défense nationale. On peut deviner l'intention secrète de la Puissance qui tire les ficelles du Parti communiste chinois : la déclaration de guerre de la Chine au Japon aboutirait en fin de compte à la victoire du Japon, mais lui coûterait un grande partie de sa force défensive contre cette Puissance;... Et si après la guerre, la Chine parvenait à fatiguer

le Japon par une politique stratégique de guerillas et de banditisme, la force de résistance du Japon contre la Puissance mentionnée plus haut, s'affaiblirait d'autant plus. Ou encore si l'action militaire du Japon se trouvait contrecarrée par la résistance chinoise, ce serait pour cette tierce Puissance la meilleure occasion, qu'elle pourrait souhaiter. Dans n'importe quel cas, l'influence de Tchiang Kai-Shek et du Parti national tomberait entre les mains du Parti communiste chinois, par l'intermédiaire duquel cette Puissance finirait par dominer la Chine. Celle-là envahirait alors librement le Sinkiang et le Ningsia, par exemple. On dit qu'aujourd'hui déjà quelque dix mille soldats de ce pays y sont entrés.

D'autre part encore, cette Puissance posséderait, dit-on, des agents secrets dans toutes les villes chinoises où résident des Japonais, ainsi que dans l'armée de Sung Che-Yuang, au Nord de la Chine. Cela prouverait éloquemment l'existence de la vaste intrigue que nous venons d'exposer. On peut considérer que des agents secrets se trouvent également dans l'armée chinoise, et ont contribué à envenimer l'incident actuel depuis celui de Lukuchiao et ont contrecarré de la sorte la volonté du Gouvernement nippon qui voulait le limiter.

S'il en est ainsi, les deux nations chinoise et japonaise, en se combattant mutuellement, font en réalité le jeu des Rouges.

C'est pourquoi nous tenons à proclamer hautement que le conspirateur qui a voulu faire couler le sang en Extrême-Orient, est vraiment l'ennemi de l'humanité.

Le Japon sait parfaitement que la continuation de la lutte en Chine est une cause de soucis pour les autres nations.

Qu'on sache, en tous cas, que le Japon veut par-dessus tout respecter les droits des pays étrangers qui, en Chine, ont devancé les Japonais, dans l'œuvre de la modernisation du pays.

Toutefois, le Japon désire que ses difficultés stratégiques soient comprises par les Occidentaux.

Ceux-ci n'auraient-ils pas dû, dans le but d'éviter les conflits sino-japonais, conseiller à la Chine de rectifier son attitude à l'égard du Japon,

lui évitant ainsi de commettre de graves erreurs, et attirer son attention sur le but poursuivi par les Rouges, lorsqu'ils l'incitent à déclarer la guerre à Tokio?

Il est bien regrettable que certaines Puissances occidentales poussent la Chine dans un sens diamétralement opposé.
